

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2022/41348]

21 AVRIL 2022. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 décembre 1998 relatif à l'octroi de subventions aux ménages à revenu modeste pour l'utilisation rationnelle et efficiente de l'énergie

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 9 décembre 1993 relatif à la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie, des économies d'énergie et des énergies renouvelables, modifié par le décret du 26 mai 2016, les articles 1, 2°, et 2 à 4 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 décembre 1998 relatif à l'octroi de subventions aux ménages à revenu modeste pour l'utilisation rationnelle et efficiente de l'énergie ;

Vu le rapport du 25 juin 2021 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 14 avril 2022 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 21 avril 2022 ;

Vu l'avis 149 de l'Autorité de protection des données, donné le 10 septembre 2021 ;

Vu l'avis 70.969/4 du Conseil d'État, donné le 7 mars 2022, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition du Ministre de l'Énergie ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 décembre 1998 relatif à l'octroi de subventions aux ménages à revenu modeste pour l'utilisation rationnelle et efficiente de l'énergie, les modifications suivantes sont apportées :

1° le point 3) est remplacé par ce qui suit :

« 3) revenus : l'ensemble des moyens d'existence mensuels dont dispose un ménage, calculés conformément à l'article 16 de la loi du 26 mai 2002 concernant le droit à l'intégration sociale et aux articles 23 à 35 de l'arrêté royal du 11 juillet 2002 portant règlement général en matière de droit à l'intégration sociale.

N'entrent pas en compte dans le calcul des revenus :

a) les ressources exonérées sur base de l'article 22 de l'arrêté royal du 11 juillet 2002 précité ;

b) l'aide spécifique au paiement des pensions alimentaires en faveur d'enfants ou de parts contributives pour enfants placés, perçue sur base de l'article 68quinquies de la loi organique des centres publics d'action sociale du 8 juillet 1976 ;

c) les montants supplémentaires au montant du revenu d'intégration, perçus en application des articles 60, § 7, ou 61 de la loi organique des centres publics d'action sociale du 8 juillet 1976 ;

d) pour les personnes handicapées, le montant de l'allocation d'intégration, de l'allocation de remplacement de revenus ou de l'allocation d'aide aux personnes âgées perçue conformément à la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux personnes handicapées.

Dans le cas où le demandeur ne bénéficie pas d'une aide spécifique au paiement des pensions alimentaires ou parts contributives visées à l'alinéa 2, b), 50% du montant des pensions alimentaires ou des parts contributives payées, plafonnées à 1100 euros par an, sont déduits des ressources du demandeur. » ;

2° au 4), les mots « en ce compris les achats qui en sont les accessoires » sont remplacés par les mots « en ce compris les accessoires qui y sont liés » ;

3° au 5), la définition d'administration est remplacée par ce qui suit : « le Service public de Wallonie Territoire, Logement, Patrimoine et Énergie ».

Art. 2. A l'article 3 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « du minimum de moyens d'existence » sont remplacés par les mots « du revenu d'intégration » ;

2° et les mots « vingt pourcent » sont remplacés par les mots « trente pourcent ».

Art. 3. A l'article 4 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 mars 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1° au point 1), les mots « B.2.1.f) » sont insérés entre les mots « B.1. » et « B.2.2) » ;

2° au point 5), les mots « B.2.1.f) » sont insérés entre les mots « B.1. » et « B.2.2) » ;

3° l'article 4 est complété par un nouvel alinéa 2 rédigé comme suit :

« Le cumul de la subvention organisée par le présent arrêté avec d'autres subsides ou primes n'est possible qu'à la condition que la somme totale des subventions octroyées ne dépasse pas 100 pour cent du montant total des coûts éligibles au présent arrêté. ».

Art. 4. L'article 5 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 avril 2002, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 5. § 1^{er}. Le montant maximum de la subvention est fixé à 2000 euros, T.V.A.C. par ménage.

Pour les travaux visés aux points B.1 et B.2.2), a), de l'annexe I, le montant maximal de la subvention visé à l'alinéa 1^{er} peut, à la demande du bénéficiaire, être doublé.

Le montant maximal de la subvention visée à l'alinéa 1^{er} peut, à la demande du bénéficiaire, être doublé lorsque la subvention porte sur la réalisation de travaux visés au point B.2.1.a) de l'annexe I, à l'exception des appareils au charbon, pour autant qu'ils soient rendus nécessaires par le changement de combustible, lorsque l'appareil de chauffage remplacé était un appareil utilisant du charbon.

Le montant de la subvention octroyée dans le cadre du présent arrêté ne peut excéder le montant de la facture relative aux travaux éligibles.

§ 2. Le délai requis entre deux demandes de subvention est de cinq ans prenant cours à partir de la vérification des travaux par le consultant du guichet de l'énergie.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, en cas de doublement de la subvention conformément au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, le délai requis entre deux demandes de subvention portant sur le même logement est de dix ans, prenant cours à la date de la réception des travaux réalisés.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, le délai requis entre deux demandes de subvention portant sur le même investissement est de :

- 1) dix ans pour les travaux visés aux points B.2.1), B.2.3), et B.2.4) de l'annexe I ;
- 2) quinze ans pour les travaux visés aux points B.1.1) et B.2.2) de l'annexe I ;
- 3) vingt ans pour les travaux visés aux points B.1.1) en ce qu'il concerne les châssis et B.1.2) de l'annexe I.

§ 3. Le Ministre peut, lors de la survenance de circonstances exceptionnelles et imprévues indépendantes du demandeur, lorsque les travaux subventionnés ont été impactés par des événements reconnus comme calamité publique par le Gouvernement, prévoir des délais dérogatoires à ceux visés au paragraphe précédent, dans le respect des conditions cumulatives suivantes :

- 1° les dérogations ont une durée limitée et, dans tous les cas, ne dépassent pas la durée de cinq années ;
- 2° les dérogations visent strictement le public impacté par les circonstances de crise constatées par le Gouvernement ;
- 3° les dérogations sont justifiées et proportionnées au regard des circonstances de crise constatées par le Gouvernement. ».

Art. 5. A l'article 7, le paragraphe 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. La demande de subvention visée par le présent arrêté est adressée à l'Administration, à l'initiative d'un centre public d'action sociale

Le formulaire de demande de subvention mis à disposition par l'Administration reprend, les éléments visés à l'annexe II.

L'Administration analyse l'éligibilité de la demande et notifie sa décision au demandeur dans un délai de 30 jours à dater de la réception du dossier de demande déclaré complet.

La décision quant à l'éligibilité de la demande de subvention est, le cas échéant, transmise au Guichet Energie.

Le Ministre peut autoriser l'introduction de la demande de subvention par les sociétés de logement de service public, les associations de promotion du logement ou les agences immobilières sociales. Il détermine les modalités d'introduction de ces demandes et la procédure d'information qui leur est applicable. ».

Art. 6. A l'article 8 du même arrêté, l'alinéa suivant est inséré entre le premier et le deuxième alinéa :

« Le Ministre détermine les modalités de cet avis et les critères d'ordre d'importance des travaux. L'octroi de la subvention peut être conditionné à des modifications des travaux envisagés par le demandeur sur base de ces critères. ».

Art. 7. A l'article 9 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « de vérification des travaux » sont insérés entre les mots « procès-verbal » et « à l'administration » ;

2° à l'alinéa 2, les mots « , après réception du procès-verbal visé à l'alinéa premier » sont insérés après les mots « déterminé à l'article 5 ».

Art. 8. L'article 10 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 10. Les travaux relatifs à l'utilisation rationnelle de l'énergie visés par l'annexe I sont réalisés par des entrepreneurs désignés par l'administration ou le Guichet Energie dans le cadre d'un marché public. ».

Art. 9. L'article 12 du même arrêté est abrogé.

Art. 10. A l'annexe I du même arrêté, le point A, 1), est remplacé par ce qui suit :

« 1) L'isolation thermique des éléments en contact avec l'ambiance extérieure, un espace non chauffé ou qui n'est pas à l'abri du gel, à la condition que la paroi soit isolée au moyen d'un matériau isolant permettant d'atteindre un coefficient de transmission thermique maximal de la paroi (la valeur *U*) visé à l'article 15 de l'arrêté ministériel du 27 mai 2019 portant exécution de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 avril 2019 instaurant un régime de primes pour la réalisation d'un audit, de ses rapports de suivi des travaux et des investissements économiseurs d'énergie et de rénovation d'un logement.

Les menuiseries et autres éléments qui font l'objet d'une prime dans le cadre de l'arrêté ministériel du 27 mai 2019 portant exécution de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 avril 2019 instaurant un régime de primes pour la réalisation d'un audit, de ses rapports de suivi des travaux et des investissements économiseurs d'énergie et de rénovation d'un logement respectent les exigences de performance définies dans cet arrêté, en ce compris les valeurs *U_w* et coefficient de transmission thermique définis à l'article 16.

Les autres éléments de construction ou menuiseries qui ne font pas l'objet d'une prime dans le cadre de l'arrêté ministériel du 27 mai 2019 précité et qui respectent les valeurs définies à l'annexe C1 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014 portant exécution du décret du 28 novembre 2013 relatif à la performance énergétique des bâtiments. ».

Art. 11. A la même annexe, au point A, 2), les mots « , selon les normes belges NBN de série B62 et/ou des normes belges plus spécifiques ou des agréments techniques, » sont abrogés.

Art. 12. A la même annexe, au point A, 4), les mots « prescriptions du cahier général des charges pour travaux de construction privée – clauses techniques : fascicule 20 : menuiseries extérieures, ainsi qu'aux » sont abrogés.

Art. 13. A la même annexe, le point A. 6), est remplacé par ce qui suit :

« 6) En cas de remplacements d'appareils de production de chaleur, l'équipement satisfait aux critères suivants :

- les appareils au gaz ou au mazout, répondent aux exigences de l'arrêté royal du 8 janvier 2004 réglementant les niveaux des émissions des polluants des appareils de chauffage alimentés en combustibles liquides ou gazeux dont le débit calorifique nominal est égal ou inférieur à 400 kW ;

- les appareils à combustibles solides, répondent aux exigences de l'arrêté royal du 12 octobre 2010 réglementant les exigences minimales de rendement et les niveaux des émissions de polluants des appareils de chauffage alimentés en combustible solide ;

- les appareils électriques, disposent du marquage de conformité CEBEC.

En cas d'appropriation de l'installation électrique et/ou de gaz, non compris le remplacement des appareils de chauffage ou de production d'eau chaude, une attestation de mise en conformité aux dispositions légales est fournie par l'entrepreneur enregistré. ».

Art. 14. A la même annexe, au point B.1.1, a), au 2ème alinéa, les mots « (cassés, du simple par du double) » sont supprimés.

Art. 15. A la même annexe, au point B. 1.2. Isolation, in fine, le mot « sols » est ajouté.

Art. 16. A la même annexe, au point B.2.1), au point a), le 4e tiret « appareil au charbon » est supprimé.

Art. 17. A la même annexe, au point B.2.1), le point a) est complété par un tiret rédigé comme suit :

« - appareil aux pellets ».

Art. 18. A la même annexe, au point B.2.1), au point b), les mots « ou bois » sont remplacés par les mots « , bois ou pellets ».

Art. 19. A la même annexe, au point B.2.2), c), in fine, les mots « régulation climatique » sont ajoutés.

Art. 20. A la même annexe, au point B.2.4, un point c) est ajouté rédigé comme suit :

« c) installation, réparation d'un dispositif de ventilation du bâtiment. »

Art. 21. A la même annexe au point B3., les mots « ou d'un préalable » sont insérés entre les mots « de l'accessoire » et « d'un principal ».

Art. 22. L'annexe II du même arrêté est remplacée par l'annexe au présent arrêté.

Art. 23. Les délais minimums entre deux demandes de subvention visés à l'article 5, § 2, sont également applicables aux demandeurs qui ont bénéficié d'une subvention dans le cadre de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 décembre 1998 relatif à l'octroi de subventions aux ménages à revenu modeste pour l'utilisation rationnelle et efficiente de l'énergie.

Art. 24. Le présent arrêté entre en vigueur dans les 10 jours de sa publication au *Moniteur belge*.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, l'article 16 entre en vigueur le 1^{er} janvier 2023.

Art. 25. Le Ministre qui a l'énergie dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 21 avril 2022.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre du Climat, de l'Énergie, de la Mobilité et des Infrastructures,

Ph. HENRY

Annexe à l'arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 décembre 1998 relatif à l'octroi de subventions aux ménages à revenu modeste pour l'utilisation rationnelle et efficiente de l'énergie

Annexe 2 Contenu minimum et données de la demande de subvention

Article 1^{er}. La demande de subvention reprend les éléments visés à l'article 7, § 1^{er}, alinéa 2 de l'arrêté ainsi que les éléments suivants :

1. Coordonnées du demandeur et des personnes composant le ménage du demandeur :

Nom ;

Prénom ;

Adresse ;

Date de naissance ;

Numéro de registre national ou numéro d'identification unique auprès de la sécurité sociale belge.

Par ménage, on entend soit la personne vivant seule soit l'ensemble des personnes unies ou non par des liens familiaux, résidant au même endroit, qui ont une vie commune au niveau notamment de la gestion budgétaire ou de la consommation alimentaire.

2. Les données relatives au bâtiment faisant l'objet de la demande de subvention :

Adresse du bâtiment ;

Le cas échéant, identification de l'unité concernée par la demande ;

Le cas échéant, l'identification du propriétaire du bâtiment ainsi que ses coordonnées de contact ;

3. l'identification des références de dossier du CPAS, l'identification du gestionnaire du dossier et ses coordonnées de contact.

La direction générale opérationnelle de l'Aménagement du territoire, du Logement, du Patrimoine et de l'Energie (ci-après « l'administration ») est le responsable principal du traitement des données reprises aux points 1,2 et 3.

L'administration accède aux données de la banque carrefour de l'administration fiscale pour déterminer les revenus du ménage sur base des avertissements extraits de rôle des membres du ménage.

La demande de subvention est transmise sur base du formulaire mis à disposition par l'administration. Le formulaire mentionne la liste des données à caractère personnel collectées, leurs finalités de traitement ainsi que la durée de conservation, les modalités d'accès et de rectification de ces données.

Art. 2. La collecte et le traitement des données à caractère personnel visées à l'article 1^{er} poursuivent les finalités suivantes :

1. Gestion et traitement des demandes de subvention introduites ou à introduire par les demandeurs ;
2. Vérification du respect des conditions visées aux articles 3 à 6 de l'arrêté ;
3. L'établissement de statistiques ou analyses en vue de l'évaluation du présent mécanisme de subvention, de l'évaluation des travaux réalisés ou de l'évolution de la performance du bâti ;
4. Assistance et conseil aux personnes concernées par la présente subvention ou tout autre mécanisme d'aide régional, afin de leur permettre de bénéficier de la subvention ou d'un autre mécanisme d'aide, ou de respecter leurs obligations
5. Suivi et assistance aux demandeurs, information quant au sort réservé à la demande de subvention MEBAR

Art. 3. L'administration organise et est le responsable du traitement de la base de données contenant les documents et informations suivantes :

- 1° les informations visées aux articles 3 à 6 de l'arrêté, les documents visés à l'article 7 de l'arrêté et le formulaire visé au point 1 de la présente annexe ;
- 2° les informations relatives aux travaux réalisés ;
- 3° les informations relatives aux entreprises désignées conformément à l'article 10 de l'arrêté ;

La base de données peut contenir les informations relatives aux recommandations du Guichet Energie et à la priorisation des travaux déterminée conformément à l'article 7 de l'arrêté.

Art. 4. § 1^{er}. Le Guichet Energie accède à la base de données visée à l'article 3 dans l'exercice de ses missions de conseil, d'introduction des demandes et de gestion des dossiers. Cet accès ne s'applique pas aux données relatives aux ressources financières du ménage.

Cet accès est limité aux personnes strictement habilitées à donner des conseils, introduire des demandes de subventions MEBAR et les gérer.

§ 2. Le CPAS est autorisé à accéder à la base de données, dans la mesure nécessaire à la réalisation de sa mission d'introduction des demandes et de suivi de leur état d'avancement, dans le respect de la finalité visée à l'article 2, 5 selon les modalités déterminées par le Ministre.

§ 3. Le Guichet et le CPAS sont responsables, chacun pour ce qui les concerne, des traitements opérés en vertu des §§ 1 et 2.

Art. 5. Les données visées aux articles 7, § 2 de l'arrêté et 1^{er}, point 1 sont conservées pendant une durée équivalente aux délais visés à l'article 5, § 2 de l'arrêté.

Les données visées aux articles 1^{er}, alinéa 1^{er}, point 3 et 3, alinéa 1^{er}, point 3 sont conservées pendant la durée nécessaire au traitement de la demande de subvention et à son suivi, en ce compris le délai de garantie applicable aux travaux.

Les données visées à l'article 1^{er}, point 2, en ce qui concerne l'identification du propriétaire du bâtiment sont conservées pendant la durée nécessaire au traitement de la demande et à son suivi, ainsi qu'à la vérification des obligations visées à l'article 6 de l'AGW.

A l'issue de ces délais, les données visées aux alinéas précédents sont supprimées.

Les données d'identification du bâtiment ainsi que les données visées à l'article 3, alinéa 1^{er}, 2° et alinéa 2 sont conservées pendant une durée équivalente aux délais visés à l'article 5, § 2 de l'arrêté, en vue de l'exercice de la finalité visée à l'article 2, point 2.

A l'issue de ce délai, elles sont anonymisées ou, en cas d'impossibilité, pseudonymisées, en vue de l'exercice de la finalité visée à l'article 2, point 3.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 décembre 1998 relatif à l'octroi de subventions aux ménages à revenu modeste pour l'utilisation rationnelle et efficiente de l'énergie.

Namur, le 21 avril 2022.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre du Climat, de l'Energie, de la Mobilité et des Infrastructures,
Ph. HENRY

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2022/41348]

21. APRIL 2022 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Dezember 1998 über die Gewährung von Zuschüssen an die Haushalte mit geringem Einkommen für eine rationelle und wirksame Energienutzung

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 9. Dezember 1993 über die Beihilfen und Beteiligungen der Wallonischen Region zur Förderung der rationalen Energiebenutzung, der Energieeinsparungen und der erneuerbaren Energien, abgeändert durch das Dekret vom 26. Mai 2016, Artikel 1, 2° und 2 bis 4;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Dezember 1998 über die Gewährung von Zuschüssen an die Haushalte mit geringem Einkommen für eine rationelle und wirksame Energienutzung;

Aufgrund des Berichts vom 25. Juni 2021, aufgestellt in Übereinstimmung mit Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben;

Aufgrund des am 14. April 2022 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 21. April 2022 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund der am 10. September 2021 abgegebenen Stellungnahme Nr. 149 der Datenschutzbehörde;

Aufgrund des am 7. März 2022 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, Ziffer 2° der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 70.969/4 des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers für Energie;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Dezember 1998 über die Gewährung von Zuschüssen an die Haushalte mit geringem Einkommen für eine rationale und wirksame Energiebenutzung wird wie folgt abgeändert:

1° der Punkt 3) wird durch Folgendes ersetzt:

"3) Einkommen: die Gesamtheit der monatlichen Existenzmittel, die einem Haushalt zur Verfügung stehen, berechnet gemäß Artikel 16 des Gesetzes vom 26. Mai 2002 über das Recht auf soziale Eingliederung und Artikel 23 bis 35 des Königlichen Erlasses vom 11. Juli 2002 zur Einführung einer allgemeinen Regelung in Sachen Recht auf soziale Eingliederung.

Folgendes wird nicht für die Berechnung des Einkommens berücksichtigt:

a) die aufgrund von Artikel 22 des vorgenannten Königlichen Erlasses vom 11. Juli 2002 befreiten Einnahmen;

b) die spezifische Hilfe für die Zahlung von Unterhalt zugunsten von Kindern oder von anteilmäßigen Beiträgen für untergebrachte Kinder, die auf der Grundlage von Artikel 68 quinquies des Grundlagengesetzes vom 8. Juli 1976 über die öffentlichen Sozialhilfezentren erhoben wird;

c) die zusätzlichen Beträge zum Betrag des Eingliederungseinkommens, die in Anwendung von Artikel 60 § 7 oder 61 des Grundlagengesetzes vom 8. Juli 1976 über die öffentlichen Sozialhilfezentren erhalten werden;

d) für die Personen mit Behinderung, der Betrag der Eingliederungsbeihilfe, der Einkommensersatzbeihilfe oder der Beihilfe zur Unterstützung der Betagten, die gemäß dem Gesetz vom 27. Februar 1987 über die Beihilfen für Personen mit Behinderung bezogen wird.

Erhält die antragstellende Person keine besondere Unterstützung für die Zahlung von Unterhaltszahlungen oder anteilmäßigen Beiträgen gemäß Absatz 2 Buchstabe b, werden 50 % der gezahlten Unterhaltszahlungen oder anteilmäßigen Beiträgen bis zu einem Höchstbetrag von 1100 EUR pro Jahr von den Einkünften der antragstellenden Person abgezogen. » ;

2° in Ziffer 4) werden die Wörter "einschliesslich der damit verbundenen Anschaffungen" durch die Wörter "einschliesslich der damit verbundenen Nebenkosten" ersetzt

3° in Ziffer 5) wird die Definition der Verwaltung durch Folgendes ersetzt: "der Öffentliche Dienst der Wallonie Raumordnung, Wohnungswesen, Erbe und Energie".

Art. 2 - In Artikel 3 desselben Erlasses werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

1° die Wörter "der Existenzminima" durch die Wörter "des Eingliederungseinkommens" ersetzt;

2° und die Wörter "zwanzig Prozent" werden durch die Wörter "dreißig Prozent" ersetzt.

Art. 3 - In Artikel 4 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. März 2014, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° In Punkt 1) werden die Wörter "B.2.1.f)" zwischen den Wörtern "B.1." und "B.2.2)" eingefügt;

2° In Punkt 5) werden die Wörter "B.2.1.f)" zwischen den Wörtern "B.1." und "B.2.2)" eingefügt;

3° der Artikel 4 wird um einen Absatz 2 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Die Kumulierung des durch vorliegenden Erlass organisierten Zuschusses mit anderen Subsidien oder Prämien ist nur dann möglich, wenn der Gesamtbetrag aller gewährten Zuschüsse 100 Prozent des Gesamtbetrags der kraft vorliegenden Erlasses beihilfefähigen Kosten nicht überschreitet."

Art. 4 - Artikel 5 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 25. April 2002, wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. 5 - § 1. Der Höchstbetrag des Zuschusses wird auf 2000 Euro inkl. MwSt. je Haushalt festgelegt.

Für die in Anhang I Punkte B.1 und B.2.2 Buchstabe a genannten Arbeiten kann der in Absatz 1 genannte Höchstbetrag des Zuschusses auf Antrag des Empfängers verdoppelt werden.

Der Höchstbetrag des in Absatz 1 genannten Zuschusses kann auf Antrag des Empfängers verdoppelt werden, wenn sich die Subvention auf die Durchführung von Arbeiten gemäß Anhang I Punkt B.2.1.a) bezieht, mit Ausnahme von kohlebetriebenen Geräten, sofern die Arbeiten durch den Wechsel des Brennstoffs erforderlich werden, wenn das ersetzte Heizgerät ein kohlebetriebenes Gerät war.

Der Betrag des kraft des vorliegenden Erlasses gewährten Zuschusses darf keinesfalls den Betrag der Rechnung für die beihilfefähigen Arbeiten übertreffen.

§ 2. Die erforderliche Frist zwischen zwei Zuschussanträgen beträgt fünf Jahre, und läuft ab der Überprüfung der Arbeiten durch den Berater des Energieberatungsschalters.

Abweichend von Absatz 1 beträgt im Falle einer Verdoppelung des Zuschusses gemäß Paragraf 1 Absatz 2 die erforderliche Frist zwischen zwei Zuschussanträgen für dieselbe Wohnung zehn Jahre, beginnend mit dem Datum der Abnahme der durchgeführten Arbeiten.

Abweichend von Absatz 1 beträgt die erforderliche Frist zwischen zwei Zuschussanträgen für dieselbe Investition :

- 1) zehn Jahre bei Arbeiten gemäß Anhang I Nummern B.2.1), B.2.3) und B.2.4);
- 2) fünfzehn Jahre bei Arbeiten gemäß Anhang I Nummern B.1.1) und B.2.2);
- 3) zwanzig Jahre bei Arbeiten gemäß Anhang I Nummern B.1.1), was die Fensterrahmen betrifft, und B.1.2);

§ 3. Der Minister kann bei Eintritt außergewöhnlicher und unvorhergesehener Umstände, die vom Antragsteller unabhängig sind, wenn die bezuschussten Arbeiten von Ereignissen betroffen waren, die von der Regierung als öffentliche Katastrophe anerkannt wurden, von den im vorherigen Absatz genannten Fristen abweichende Fristen vorsehen, unter Einhaltung der folgenden kumulativen Bedingungen:

- 1° die Ausnahmebestimmungen sind zeitlich begrenzt und dürfen in jedem Fall nicht länger als fünf Jahre dauern;
- 2° die Ausnahmebestimmungen sind strikt auf die Zielgruppe ausgerichtet, die von den durch die Regierung festgestellten Krisenumständen betroffen ist;
- 3° die Ausnahmegenehmigungen sind in Anbetracht der von der Regierung festgestellten Krisenumstände gerechtfertigt und verhältnismäßig. ».

Art. 5 - In Artikel 7 erhält Paragraf 1 folgende Fassung:

„§ 1 - Der im vorliegenden Erlass genannte Zuschussantrag wird an die Verwaltung auf Initiative eines öffentlichen Sozialhilfezentrums gerichtet.

Das von der Verwaltung zur Verfügung gestellte Formular für den Zuschussantrag umfasst die in Anhang II genannten Elemente.

Die Verwaltung untersucht die Zulässigkeit des Antrags und gibt dem Antragsteller innerhalb einer Frist von dreißig Tagen nach Eingang der Akte, die als vollständig erklärt wurde, ihre Entscheidung bekannt.0)

Die Entscheidung über die Zulässigkeit des Antrags wird ggf. dem Energieberatungsschalter übermittelt.

Der Minister kann die Einreichung des Zuschussantrags durch Wohnungsbaugesellschaften öffentlichen Dienstes, Vereinigungen zur Förderung des Wohnungswesens oder soziale Immobilienagenturen genehmigen. Er legt fest, wie diese Anträge eingereicht werden können und welches Informationsverfahren für sie gilt. ».

Art. 6 - In Artikel 8 desselben Erlasses wird der folgende Absatz zwischen dem ersten und dem zweiten Absatz eingefügt:

„Der Minister legt die Modalitäten dieser Stellungnahme und die Kriterien für die Reihenfolge der Wichtigkeit der Arbeiten fest. Die Gewährung des Zuschusses kann davon abhängig gemacht werden, dass der Antragsteller auf der Grundlage dieser Kriterien Änderungen an den geplanten Arbeiten vornimmt. ».

Art. 7 - In Artikel 9 desselben Erlasses werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:<0)

1° in Absatz 1 werden die Wörter „das Protokoll der Verwaltung“ durch die Wörter „der Verwaltung das Protokoll über die Überprüfung der Arbeiten“ ersetzt.

2° in Absatz 2 werden die Wörter „nach Empfang des in Absatz 1 genannten Protokolls“ zwischen den Wörtern „zahlt“ und „den Betrag der Rechnung“ eingefügt.

Art. 8 - Artikel 10 desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt:

„Art. 10 - Die in Anhang I genannten Arbeiten zur rationellen Energieverwendung werden von Unternehmern ausgeführt, die von der Verwaltung oder dem Energieberatungsschalter im Rahmen eines öffentlichen Auftrags bestimmt werden. ».

Art. 9 - Artikel 12 desselben Erlasses wird aufgehoben.

Art. 10 - In Anhang I desselben Erlasses erhält Punkt A, 1) folgende Fassung:

„1) die Wärmedämmung von Bauteilen, die mit der Außenumgebung, einem unbeheizten Raum oder einem nicht frostfreien Raum in Berührung kommen, unter der Bedingung, dass die Wand mit einem Isoliermaterial isoliert wird, mit dem ein maximaler Wärmedurchgangskoeffizient der Wand (der U-Wert) gemäß Artikel 15 des ministeriellen Erlasses vom 27. Mai 2019 zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. April 2019 zur Einführung eines Prämiensystems zur Durchführung eines Audits, seiner Berichte über die Überwachung der Arbeiten und der Investitionen zur Energieeinsparung und zur Renovierung einer Wohnung erreicht werden kann.

Das Holzwerk und die anderen Elemente, die Gegenstand einer Prämie im Rahmen des ministeriellen Erlasses vom 27. Mai 2019 zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. April 2019 zur Einführung eines Prämiensystems zur Durchführung eines Audits, seiner Berichte über die Überwachung der Arbeiten und der Investitionen zur Energieeinsparung und zur Renovierung einer Wohnung sind, erfüllen die in diesem Erlass festgelegten Leistungsanforderungen, einschließlich der in Artikel 16 definierten Uw-Werte und des Wärmedurchgangskoeffizienten.

Die anderen Bauelemente oder die Holzwerkteile, die nicht Gegenstand einer Prämie im Rahmen des oben genannten ministeriellen Erlasses vom 27. Mai 2019 sind und die die in Anhang C1 des Erlasses der wallonischen Regierung vom 15. Mai 2014 zur Ausführung des Dekrets vom 28. November 2013 über die Energieeffizienz von Gebäuden festgelegten Werte einhalten. ».

Art. 11 - In demselben Anhang, Punkt A, 2) werden die Wörter „, gemäß den belgischen Normen NBN der Serie B62 und/oder den spezifischen belgischen Normen oder den technischen Zulassungen,“ aufgehoben.

Art. 12 - In demselben Anhang, Punkt A, 4) werden die Wörter "Vorschriften des allgemeinen Lastenheftes für private Bauarbeiten technische Klauseln sein müssen : Heft 20: Aussenholzwerk; sowie mit den STS" durch die Wörter "mit den STS sein müssen" ersetzt.

Art. 13 - In demselben Anhang erhält Punkt A. 6) folgende Fassung:

"6) Bei Ersatz von wärmeerzeugenden Geräten muss die Ausrüstung den folgenden Kriterien genügen:

- Die gas- oder ölbetriebenen Geräte stehen in Übereinstimmung mit dem Königlichen Erlass vom 8. Januar 2004 zur Regelung der Emissionen von Stickstoffoxid (NOX) und Kohlenmonoxid (CO) für die mit flüssigen oder gasförmigen Brennstoffen gespeisten Zentralheizungskessel und Brenner mit einer thermischen Nennleistung gleich oder unter 400 kW;

- die mit festen Brennstoffen betriebenen Geräte stehen in Übereinstimmung mit dem Königlichen Erlass vom 12. Oktober 2010 zur Regelung der Mindestanforderungen für die Effizienz und der Schadstoffemissionswerte der mit festen Brennstoffen betriebenen Heizgeräte;

- die elektrischen Apparate verfügen über das CEBEC Übereinstimmungszeichen.

Im Falle einer Anpassung der elektrischen Anlage und/oder der Gasanlage, ausschließlich der Ersetzung der Heizungs- oder Warmwassererzeugungsgeräte, muss eine Bescheinigung der Übereinstimmung mit den gesetzlichen Bestimmungen vom registrierten Unternehmer abgegeben werden. ».

Art. 14 - In demselben Anhang, Punkt B.1.1, a), Absatz 2 werden die Wörter "(entweder gebrochene Fensterscheiben oder Ersetzung von Einfachverglasung durch Doppelverglasung)" gestrichen.

Art. 15 - In demselben Anhang, Punkt B. 1.2. Isolierung wird das Wort "Böden" in fine hinzugefügt.

Art. 16 - In demselben Anhang, Punkt B.2.1), wird in Buchstabe a) der 4. Gedankenstrich "Kohleheizöfen" gestrichen.

Art. 17 - In demselben Anhang wird in Punkt B.2.1), die Buchstabe a) mit einem Gedankenstrich mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"- Pelletheizöfen".

Art. 18 - In demselben Anhang werden in Punkt B.2.1), Buchstabe b) die Wörter "oder Holzheizöfen" durch die Wörter ", Holz- oder Pelletheizöfen" ersetzt.

Art. 19 - In demselben Anhang wird in Punkt B.2.2), Buchstabe c) in fine das Wort "Klimaregulierung" hinzugefügt.

Art. 20 - In demselben Anhang, Punkt B.2.4° wird eine Buchstabe c) mit folgendem Wortlaut hinzugefügt:

"c) Einbau, Reparatur einer Lüftungsanlage des Gebäudes. »

Art. 21 - In demselben Anhang werden in Punkt B.3. die Wörter "mit einem anderen in der Liste erwähnten Punkt direkt verbunden sind" durch die Wörter "vor einer anderen in der Liste erwähnten Hauptarbeit durchzuführen oder mit ihr direkt verbunden sind" ersetzt.

Art. 22 - Anhang II desselben Erlasses wird durch den Anhang zum vorliegenden Erlass ersetzt.

Art. 23 - Die in Artikel 5, § 2 genannten Mindestfristen zwischen zwei Zuschussanträgen gelten auch für Antragsteller, die einen Zuschuss im Rahmen des Erlasses der wallonischen Regierung vom 23. Dezember 1998 über die Gewährung von Zuschüssen an die Haushalte mit geringem Einkommen für eine rationelle und wirksame Energienutzung erhalten haben.

Art. 24 - Der vorliegende Erlass tritt innerhalb von 10 Tagen nach seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

In Abweichung von Absatz 1 tritt Artikel 16 am 1. Januar 2023 in Kraft.

Art. 25 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Energie gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 21. April 2022

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Der Minister für Klima, Energie, Mobilität und Infrastrukturen

Ph. HENRY

Anhang zum Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Dezember 1998 über die Gewährung von Zuschüssen an die Haushalte mit geringem Einkommen für eine rationelle und wirksame Energiebenutzung

Anhang 2 - Mindestinhalt und Daten des Zuschussantrags

Artikel 1 - Der Zuschussantrag enthält die in Artikel 7, § 1, Absatz 2 des Erlasses genannten Elemente sowie die folgenden Elemente:

1. Angaben Zum Antragsteller und der Personen, aus denen sich der Haushalt des Antragstellers zusammensetzt:

Name:

Vorname;

Anschrift;

Geburtsdatum;

Nationalregisternummer oder einzige administrative Erkennungsnummer bei der belgischen Sozialsicherheit.

Unter Haushalt versteht man entweder die allein lebende Person oder die Gesamtheit der durch familiäre Bande verbundene oder nicht verbundene Personen, die am selben Ort wohnen, die ein gemeinsames Leben insbesondere im Bereich der Führung des Haushalts oder des Nahrungsverbrauchs führen.

2. Angaben zum Gebäude, das Gegenstand des Zuschussantrags ist:

Anschrift des Gebäudes;

Gegebenenfalls Identifizierung der durch den Antrag betroffene Einheit;

Gegebenenfalls die Identifizierung des Eigentümers des Gebäudes sowie seiner Kontaktdaten;

3. Identifizierung der Aktenzeichen des ÖSHZ, Identifizierung des Sachbearbeiters der Akte und dessen Kontaktdaten.

Die operative Generaldirektion "Raumordnung, Wohnungswesen, Erbe und Energie, (nachstehend "die Verwaltung") ist der Hauptverantwortliche für die Verarbeitung der in den Punkten 1, 2 und 3 aufgeführten Daten.

Die Behörde greift auf die Daten der Zentralen Datenbank der Steuerverwaltung zu, um das Haushaltseinkommen auf der Grundlage der Steuerbescheide der Heberolle der Haushaltsmitglieder zu ermitteln.

Der Zuschussantrag wird mittels des von der Verwaltung zur Verfügung gestellten Antragsformulars übermittelt; Das Formular nennt die Liste der erhobenen personenbezogenen Daten, den Zweck ihrer Verarbeitung sowie die Dauer der Speicherung, die Modalitäten für den Zugriff auf diese Daten und ihre Berichtigung.

Art. 2 - Die Sammlung und Verarbeitung der in Artikel 1 genannten personenbezogenen Daten dient folgenden Zwecken:

1. Verwaltung und Bearbeitung von Zuschussanträgen, die von den Antragstellern eingereicht wurden oder einzureichen sind ;

2. Überprüfung der Einhaltung der in Artikel 3 bis 6 des Erlasses erwähnten Bedingungen;

3. Die Erstellung von Statistiken oder Analysen zur Bewertung dieses Fördermechanismus, zur Bewertung der durchgeführten Arbeiten oder zur Entwicklung der Leistung der Gebäude;

4. Unterstützung und Beratung von Personen, die von diesem Zuschuss oder einem anderen regionalen Fördermechanismus betroffen sind, um sie in die Lage zu versetzen, den Zuschuss oder den anderen Fördermechanismus in Anspruch zu nehmen oder ihren Verpflichtungen nachzukommen

5. Betreuung und Unterstützung von Antragstellern, Information über die dem MEBAR-Antrags geleisteten Folge

Art. 3 - Die Verwaltung organisiert und ist verantwortlich für die Verarbeitung der Datenbank, die folgende Dokumente und Informationen enthält:

1° die in den Artikeln 3 bis 6 des Erlasses genannten Informationen, die in Artikel 7 des Erlasses genannten Dokumente und das in Punkt 1 des vorliegenden Anhangs genannte Formular;

2° die Informationen über die durchgeführten Arbeiten;

3° die Informationen über die gemäß Artikel 10 des Erlasses benannten Betriebe;

Die Datenbank kann Informationen über die Empfehlungen des Energieberatungsschalters und die gemäß Artikel 7 des Erlasses festgelegte Priorisierung der Arbeiten enthalten.

Art. 4 - § 1. Der Energieberatungsschalter greift bei der Ausübung seiner Aufgaben im Rahmen der Beratung, der Antragstellung und der Aktenverwaltung auf die in Artikel 3 genannte Datenbank zu. Dieser Zugang gilt nicht für Daten über die finanziellen Ressourcen des Haushalts.

Dieser Zugang ist auf Personen beschränkt, die strikt dazu befugt sind, Ratschläge zu erteilen, Anträge auf MEBAR-Zuschüsse zu stellen und diese zu verwalten.

§ 2. Das ÖSHZ ist berechtigt, auf die Datenbank zuzugreifen, soweit dies für die Erfüllung seiner Aufgabe, Anträge einzureichen und deren Stand zu verfolgen, erforderlich ist, unter Beachtung des in Artikel 2, 5 genannten Zwecks, gemäß den vom Minister festgelegten Modalitäten.

§ 3 Der Schalter und das ÖSHZ sind, in ihrem jeweiligen Zuständigkeitsbereich für die gemäß §§ 1 und 2 durchgeführten Verarbeitungen verantwortlich.

Art. 5 - Die in Artikel 7, § 2 des Erlasses und Artikel 1, Punkt 1 genannten Daten werden für einen Zeitraum aufbewahrt, der den in Artikel 5, § 2 des Erlasses genannten Fristen entspricht.

Die in Artikel 1 Absatz 1 Punkt 3 und Artikel 3 Absatz 1 Punkt 3 genannten Daten werden für den Zeitraum aufbewahrt, der für die Untersuchung des Zuschussantrags und seine weitere Bearbeitung erforderlich ist, einschließlich der für die Arbeiten geltenden Garantiefrist.

Die in Artikel 1 Punkt 2 in Bezug auf die Identifizierung des Gebäudeeigentümers genannten Daten werden so lange aufbewahrt, wie dies für die Untersuchung des Antrags und seine weitere Bearbeitung sowie für die Überprüfung der in Artikel 6 des EWR genannten Verpflichtungen erforderlich ist.

Nach Ablauf dieser Fristen werden die in den vorherigen Unterabsätzen genannten Daten gelöscht.

Die Daten zur Identifizierung des Gebäudes sowie die in Artikel 3, Absatz 1, 2° und Absatz 2 genannten Daten werden für einen Zeitraum aufbewahrt, der den in Artikel 5, § 2 des Erlasses genannten Fristen entspricht, im Hinblick auf die Ausübung des in Artikel 2, Punkt 2 genannten Zwecks.

Nach Ablauf dieser Frist werden sie anonymisiert oder, falls dies nicht möglich ist, pseudonymisiert, um den in Artikel 2 Punkt 3 genannten Zweck zu erfüllen.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Dezember 1998 über die Gewährung von Zuschüssen an die Haushalte mit geringem Einkommen für eine rationale und wirksame Energiebenutzung beigefügt zu werden.

Namur, den 21. April 2022

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

E. DI RÜPO

Der Minister für Klima, Energie, Mobilität und Infrastrukturen

Ph. HENRY

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2022/41348]

21 APRIL 2022. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 23 december 1998 waarbij toelagen worden verleend aan gezinnen met een bescheiden inkomen ter bevordering van rationeel en efficiënt energiegebruik

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 9 december 1993 betreffende de bevordering van rationeel energiegebruik, energiebesparingen en hernieuwbare energieën, gewijzigd bij het decreet van 26 mei 2016, inzonderheid op de artikelen 1, 2°, en 2 tot 4;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 23 december 1998 waarbij toelagen worden verleend aan gezinnen met een bescheiden inkomen ter bevordering van rationeel en efficiënt energiegebruik;

Gelet op het rapport van 25 juni 2021 opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 14 april 2022;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 21 april 2022;

Gelet op advies 149 van de Gegevensbeschermingsautoriteit gegeven op 10 september 2021;

Gelet op advies nr. 70.969/4 van de Raad van State, gegeven op 7 maart 2022, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Energie;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 23 december 1998 waarbij toelagen worden verleend aan gezinnen met een bescheiden inkomen ter bevordering van rationeel en efficiënt energiegebruik worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° punt 3) wordt vervangen als volgt:

”3) inkomens : geheel van de maandelijks bestaansmiddelen waarover een gezin beschikt, berekend overeenkomstig artikel 16 van de wet van 26 mei 2002 betreffende het recht op maatschappelijke integratie en de artikelen 23 tot 35 van het koninklijk besluit van 11 juli 2002 houdende het algemeen reglement betreffende het recht op maatschappelijke integratie;

Bij de berekening van de inkomens wordt geen rekening gehouden met :

a) de bestaansmiddelen vrijgesteld op grond van artikel 22 van voornoemd koninklijk besluit van 11 juli 2002;

b) de specifieke steun voor de betaling van het onderhoudsgeld ten gunste van kinderen of van bijdragen voor pleegkinderen, ontvangen op grond van artikel 68 quinquies van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn ;

c) bedragen boven op het leefloon, ontvangen in toepassing van de artikelen 60, § 7, of 61 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn;

d) voor gehandicapten, het bedrag van de integratietegemoetkoming, de inkomensvervangende tegemoetkoming of de tegemoetkoming voor hulp aan bejaarden, ontvangen overeenkomstig de wet van 27 februari 1987 betreffende de tegemoetkomingen aan personen met een handicap.

Indien de aanvrager geen specifieke steun ontvangt voor de betaling van het in lid 2, onder b), bedoelde onderhoudsgeld of bijdragen, wordt 50% van het bedrag van het betaalde onderhoudsgeld of van de bijdragen, met een maximum van 1100 euro per jaar, in mindering gebracht op de middelen van de aanvrager. ” ;

2° in 4) worden de woorden ”met inbegrip van de aankopen die daarmee gepaard gaan” vervangen door de woorden ”met inbegrip van de bijbehorende accessoires;”

3° in 5) wordt de definitie van bestuur vervangen als volgt: ”de Waalse Overheidsdienst Gebiedsontwikkeling, Huisvesting, Erfgoed en Energie”.

Art. 2. In artikel 3 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden ”van de uitkeringen die elk van de gezinsleden als bestaansminimum ontvangt” vervangen door de woorden ”van het leefloon dat elk van de gezinsleden als bestaansminimum ontvangt”;

2° de woorden ”20 %” worden vervangen door de woorden ”dertig procent”.